



2028 – 2029

DEMANDE DE POSTE D'AUXILIAIRE JURIDIQUE

Nous vous invitons à soumettre votre candidature pour un poste d'auxiliaire juridique auprès des juges de la Cour canadienne de l'impôt. Il y a dix-huit (18) postes d'auxiliaire juridique à pourvoir.

LIEU DE TRAVAIL

Cour canadienne de l'impôt, 200 rue Kent, Ottawa, Ontario.

DURÉE DE L'EMPLOI

Du 14 août 2028 au 3 août 2029.

SALAIRE ET AVANTAGES

Le salaire annuel est de 77 943 \$ plus une prime de 800 \$ si votre poste est bilingue. Nous offrons aussi un ensemble complet d'avantages sociaux.

Principaux avantages :

Régime de soins dentaires ;
Régime de soins de santé de la fonction publique ;
Assurance invalidité ;
Prestations de décès ; et
Régime de pension de retraite.

Pour plus d'informations sur les crédits de congé, consultez la convention collective du groupe LP :

<https://www.tbs-sct.canada.ca/agreements-conventions/view-visualiser-fra.aspx?id=13>

Autres avantages :

Un salon de l'emploi organisé spécifiquement pour les auxiliaires juridiques de la Cour canadienne de l'impôt ;

Le programme de séminaires pour les auxiliaires juridiques qui se compose de présentations données par des juges, des fiscalistes réputés et d'autres conférenciers de renom venant de partout au Canada ; et le Concours de procès simulé « Gerald J. Rip ».

FONCTIONS

La charge de travail consiste en majeure partie :

- à rédiger des avis juridiques ;
- à faire des recherches sur des questions précises de droit ;
- à revoir et à commenter des ébauches de motifs de jugement.

Les auxiliaires juridiques sont également appelés à assister les juges lors de leurs séances à Ottawa et travaillent exclusivement avec le/la juge qui siège pendant cette semaine, afin de préparer et d'assister aux procès, aux requêtes et aux conférences.

QUALIFICATIONS

- (1) Obtention d'un diplôme en droit d'une université canadienne d'ici le 14 août 2028. Si vous avez fait vos études de droit à l'extérieur du Canada, veuillez consulter le Comité national sur les équivalences des diplômes de droit (CNE). Un Certificat de compétence délivré par le CNE est requis pour pouvoir postuler dans un tel cas.

- (2) Bonne moyenne pondérée cumulative obtenue dans les cours menant au diplôme en droit.
- (3) Intérêt manifeste pour le droit fiscal et/ou les opérations commerciales.
- (4) Avoir terminé avec succès au moins un cours de droit fiscal.
- (5) Compétence en anglais ou en français requise. La compétence dans l'autre langue officielle est exigée pour certains postes seulement.
- (6) D'autres qualifications seront également évaluées. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'énoncé des critères de mérite à la page 4.

QUI PEUT POSTULER

Personnes résidant au Canada ainsi que les citoyens canadiens et résidents permanents à l'étranger. La préférence sera accordée aux anciens combattants d'abord, puis aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

COMMENT POSTULER

VOUS :

Votre demande doit être soumise au plus tard le lundi 4 janvier 2027, 23h59, heure du Pacifique. Votre demande doit être soumise dans la langue de votre choix, par courriel exclusivement, à lcp-paj@cas-satj.gc.ca, et doit inclure les documents suivants en un seul fichier PDF:

- lettre d'accompagnement adressée au Programme des auxiliaires juridiques de la CCI.
- curriculum vitae (indiquez clairement en haut de votre cv votre statut de citoyenneté, compétence linguistique dans les langues officielles, courriel, téléphone et votre adresse postale complète).
- copie claire et lisible, avec légende, des relevés de notes pour toutes études universitaires autre qu'en droit. Ne soumettez pas par la poste de duplicatas ou copies certifiées.

VOS RÉFÉRENCES :

Vous devez obtenir trois (3) lettres de références adressées au « Programme des auxiliaires juridiques de la CCI provenant de :

- i) deux professeurs de votre faculté de droit, incluant un professeur qui vous a enseigné au moins un cours de droit fiscal canadien.
- ii) une autre personne de votre choix (qui peut être un autre professeur de droit si désiré).

Vos références doivent soumettre leurs lettres par adresse électronique à lcp-paj@cas-satj.gc.ca. Les lettres doivent être signées et, si possible, rédigées sur du papier à en-tête. N'envoyez pas de duplicata par la poste. Les lettres de référence doivent attester les qualifications du candidat en ce qui a trait à la fiabilité, à la discrétion, à l'efficacité des relations interpersonnelles et au jugement. Il est à noter que chaque lettre de référence ne doit pas nécessairement attester toutes les qualifications, pourvu que toutes soient attestées dans une ou plusieurs lettres de référence. Les lettres doivent être reçues au plus tard le vendredi 8 janvier 2027, 23h59, heure du Pacifique.

VOTRE FACULTÉ DE DROIT :

Le Registraire doit fournir, par la poste ou par courriel à lcp-paj@cas-satj.gc.ca, une copie certifiée de votre plus récent relevé de notes, qui comprend vos notes d'automne 2026 disponibles. Le relevé doit être reçu au plus tard le vendredi 15 janvier 2027, 23h59, heure du Pacifique. Ne soumettez pas d'exemplaires additionnels.

Notre adresse postale :

Programme des auxiliaires juridiques de la CCI
Cour canadienne de l'impôt
200, rue Kent
Ottawa, (Ontario)
K1A 0M1

Veuillez ne pas soumettre d'échantillons d'écriture ou autres documents non sollicités. Ils ne seront pas considérés.

Nous communiquons avec les candidats par courriel. Par conséquent, vous devez inclure dans votre candidature une adresse électronique valide, fonctionnelle à tout moment et acceptant les messages d'utilisateurs inconnus.

Les demandes incomplètes ou tardives ne seront pas acceptées.

ENTREVUES

Les personnes sélectionnées seront contactées au début du mois de février 2027 pour un examen écrit et une entrevue menée par un panel de juges. Nous remercions tous les postulants pour leur intérêt ; cependant, seulement les personnes sélectionnées seront contactées.

Des offres d'emploi seront faites tout au long de la première semaine de mars 2027, après la conclusion de toutes les entrevues.

Les emplois ou fonctions extérieurs exercés pendant le programme des auxiliaires juridiques seront examinés par le Juge en chef de la Cour par l'intermédiaire du/de la conseiller(ère) juridique exécutif(ve) ou du/de la conseiller(ère) juridique. Leur consentement est nécessaire afin de poursuivre ou d'accepter tout emploi ou fonction extérieur(e). Cette information doit être communiquée avant la signature de la lettre d'offre. En acceptant l'offre d'emploi, vous vous engagez à respecter cette condition.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour de plus amples renseignements concernant le poste d'auxiliaire juridique à la Cour canadienne de l'impôt ou pour communiquer avec un auxiliaire juridique qui est actuellement en fonction, veuillez vous adresser à :

L'agent de projet par courriel à l'adresse lcp-paj@cas-satj.gc.ca ou par téléphone au (613) 996-3451.

Nous vous encourageons à explorer :

La vidéo sur le programme des auxiliaires juridiques et la foire aux questions:
<https://www.tcc-cci.gc.ca/fr/pages/a-propos/carrieres>

Le site de la Cour canadienne de l'impôt : www.tcc-cci.gc.ca

Le site du Service administratif des tribunaux judiciaires : www.cas-satj.gc.ca

REMARQUES

Un bassin de candidats qualifiés pourra être créé à la suite de ce processus de sélection.

Certains barreaux reconnaissent le service dans un poste d'auxiliaire juridique comme satisfaisant en totalité ou en partie à leurs exigences en matière de stage. Les candidats doivent vérifier cela auprès du barreau auquel ils demanderont à être admis à l'exercice du droit.

La Fonction publique du Canada s'est engagée à constituer un effectif compétent dont la diversité reflète la société canadienne. Par conséquent, elle favorise l'équité en matière d'emploi et vous encourage à indiquer volontairement dans votre demande si vous êtes une femme, un Autochtone, une personne handicapée ou un membre d'une minorité visible.

La fonction publique du Canada s'est également engagée à instaurer un milieu de travail inclusif et exempt d'obstacles, dès le processus de sélection. Si vous avez besoin de mesures d'adaptation à une étape ou une autre du processus d'évaluation, veuillez communiquer avec nous. Toutes informations reçues à ce sujet resteront confidentielles.

ÉNONCÉ DES CRITÈRES DE MÉRITE

QUALIFICATIONS ESSENTIELLES

Au moment de sa nomination, le candidat devra soit être titulaire d'un diplôme en droit décerné par une université canadienne, soit détenir un diplôme en droit décerné par une université à l'extérieur du Canada *ainsi* qu'un certificat de compétence délivré par le Comité national sur les équivalences des diplômes de droit (CNE).

Bonne moyenne pondérée cumulative obtenue dans les cours menant au diplôme en droit.

Intérêt manifeste pour le droit fiscal et/ou les opérations commerciales.

Avoir terminé avec succès un cours de droit fiscal.

Capacité d'effectuer des recherches juridiques.

Capacité d'analyser les principes et/ou les problèmes de droit.

Capacité de communiquer efficacement oralement et par écrit.

Fiabilité.

Discrétion.

Relations interpersonnelles efficaces.

Jugement.

EXIGENCES LINGUISTIQUES

(Sera évalué par nous à une date subséquente)

Profils linguistiques variés incluant :

Anglais essentiel, français essentiel ou bilingue CCB/CCB

QUALIFICATIONS CONSTITUANT UN ATOUT

Maîtrise en droit, en fiscalité, en économie, en administration des affaires, etc.

Expérience de travail acquise en milieu juridique.

Diplôme en common law et en droit civil.

CONDITIONS D'EMPLOI

Cote de sécurité secrète (sera évaluée par nous à une date subséquente)

Le travail pourrait nécessiter des heures supplémentaires à court préavis.

Le travail pourrait nécessiter de travailler en dehors des heures normales.

EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

Être disposé(e) et capable d'effectuer des heures supplémentaires à court préavis.

Être disposé(e) et capable de travailler en dehors des heures normales de travail.